

ANTIDOTE hebdo

Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

N° 144 / 6 mai 2013



HERBES FOLLES

A Saint-Nazaire, l'hôpital a déménagé il y a maintenant plusieurs mois vers la nouvelle cité sanitaire mais, allez savoir pourquoi, sans la trésorerie spécialisée.

Nos collègues sont restés au milieu de ce qui est devenu une friche. La voie d'accès est maintenant fortement dégradée, les pelouses ne sont plus tondues, les arbres ne sont plus élagués, la barrière qui régle l'accès n'est plus couverte par un contrat d'entretien... Pas étonnant que certains usagers vérifient d'abord par téléphone que le site n'est pas abandonné !

Les collègues ont annoté le registre santé et sécurité au travail.

On attend maintenant la réponse de la Direction.

En matière immobilière, Saint-Nazaire est décidément un concentré de situations ubuesques qui illustrent le manque total de vision globale de la DGFIP.

Car Saint-Nazaire, ce sont aussi des loyers particulièrement élevés pour la recette des finances (77 000 € pour 10 collègues) et la recette municipale (91 400 € pour 18 collègues + 8 780 € pour le parking), c'est la vente en 2008 de l'ancienne trésorerie alors que le bâtiment aurait pu accueillir l'un de ces deux services, c'est un projet de regroupement, finalement avorté, de l'Hôtel des finances (de Gaulle) et du Centre foncier (Préssensé) qui a justifié l'absence d'entretien des deux sites depuis 4 ans, e sont enfin des travaux à venir à l'Hôtel des finances, en site occupé, qui inquiètent à juste titre les collègues.

Ne pouvait-on pas examiner, comme le propose de longue date la CGT, la possibilité de regrouper l'ensemble des sites nazairiens ?

BILI PEUT LE FAIRE



S'il est des collègues qui ne vont pas chômer dans les mois à venir, ce sont bien ceux de la Division Budget, Logistique, Immobilier (BILI pour les intimes).

La CGT a posé la question, lors du CTL de la DRFIP, de la capacité du service à faire face à toutes les interventions résultant du DUERP.

Les caisses étant vides, le recours

à des prestataires extérieurs va devenir l'exception.

Le principe n'est pas condamnable, nous avons assez dénoncé l'externalisation de nombre de missions.

Mais la question est : avec quel moyens nos collègues vont-ils pouvoir prendre en charge tout ce que l'on attend dans les services, dans quels délais ?

Et que se passera-t-il lorsque les crédits seront épuisés ?

EN VOILA UN CHANTIER !

On aurait pu le croire mort, mais non, il vivait encore ! Le projet de travaux (on n'ose plus dire de réhabilitation) de Saint-Nazaire va se concrétiser en octobre.

Quelle que puisse être l'écoute de la direction locale à l'égard des observations et demandes des agents, ce sera parti pour 18 mois (au mieux) de nuisances et de conditions de travail difficiles, la DG ayant décidé de ne pas transférer ailleurs l'ensemble des services le temps des travaux.

Les contraintes budgétaires (l'austérité pour parler clair) vont peser lourdement également sur les services qui vont héberger temporairement certains collègues de De Gaulle, et sur le public dont les conditions d'accueil, déjà peu satisfaisantes, vont forcément se dégrader.

L'accueil est d'ailleurs le parent pauvre du projet, en particulier l'accueil physique qui est hors périmètre des travaux (on verra plus tard si l'on a quelques sous).

D'UN CHANTIER À L'AUTRE



En avril, la CGT a demandé l'intervention de l'inspection du travail sur le chantier de maintenance de la raffinerie de Donges et de l'usine Yara de Montoir.

Plusieurs anomalies ont été constatées.

Des mesures immédiates ont été imposées : protections individuelles adaptées, entretien des vêtements de travail, équipement des bungalows des salariés des entreprises sous-traitantes... L'examen des contrats de travail est en cours.

ON FERME !

La décision de la direction de la CPAM 44 de fermer 22 agences locales en septembre fait parfaitement écho à la situation du réseau et de l'accueil dans nos services.

Elle s'appuie pour cela sur la vétusté des locaux, leur mauvaise identification, le manque de lisibilité des jours d'ouverture (mais qui donc en décide ?), et enfin, comme si la sécu n'était pour eux qu'un lieu de promenade, sur le caractère non utile selon elle, dans 80% des cas, des visites des assurés qui peuvent et doivent faire autrement ! (in-ter-net, vous dis-je !)

La direction de la CPAM n'a cure de l'illettrisme, de la pauvreté et du coût des transports, du handicap ou de l'âge qui limitent les possibilités de déplacement. Elle a les yeux rivés sur l'optimisation des dépenses de fonctionnement en période de disette budgétaire.



Une politique que la CGT n'accepte pas.

Elle appelle à signer une [pétition](#) en ligne sur le site de l'Union Départementale ou à éditer en version papier.

SIP DE RENNES : ACTION GAGNANTE

L'action résolue des agents, depuis l'annonce du projet en décembre, vient de gagner la mise au rencart du projet de fusion des secteurs d'assiette en un seul dans les SIP de Rennes.

Pour justifier son projet, la direction locale arguait d'un « meilleur soutien aux agents » et de la préfiguration de la lecture automatisée des déclarations (le scannage).

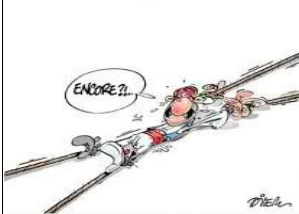
La chronique du mouvement est à retrouver sur le site de la CGT DRFIP35 (lien direct [ici](#)).

IMPASSE

La dette grecque a augmenté de 10,2% en un an, passant de 280,3 milliards en mars 2012 à 309 milliards en mars 2013.

L'efficacité des plans d'austérité montre ses limites.

L'EUROPE ACCORDE UNE RALLONGE À LA GRÈCE



Les Grecs n'ont pas fini d'en baver. Enfin, ceux d'en bas.

Ils ne voient pas l'ombre d'un centime des milliards que l'on annonce comme « donnés » à la Grèce.

La contrepartie de ces milliards, c'est la liquidation des droits sociaux, les privatisations et le dépeçage des services publics.

Ces milliards vont surtout au remboursement de la dette, donc dans la poche des créanciers privés, banques en tête.

Le choix de rembourser la dette, au détriment d'une politique de soutien actif à l'économie grecque, imposé par l'Union Européenne, le FMI et la Banque Mondiale, a donc pour conséquence... d'augmenter la dette.